



Alep libérée ? La « bonne nouvelle » épouvantable pour les dirigeants français. (2ème partie)

Intervention du délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies, lors de la réunion du Conseil de sécurité

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2016

web.tv.un.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Pour mémoire : Intervention du délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies, lors de la réunion du Conseil de sécurité, ce 30 novembre 2016, suite à la demande urgente du ministre français des Affaires étrangères [1] ; [NdT].

Merci Monsieur le Président,

Si vous le permettez, je ferai une remarque avant de vous donner lecture de mon communiqué.

Aujourd'hui, les invités chargés de présenter leur évaluation de ce qui se passe à Alep sont intervenus depuis Genève, Londres et Amman [MM. S. O'Brien, S. de Mistura, G. Cappelaere ; NdT], sans qu'aucun délégué ou représentant de l'ONU basé en Syrie n'intervienne sur l'écran; participation pourtant prouvée efficace lors de la session précédente grâce à Madame Elizabeth Hoff, représentante de l'OMS résidant à Damas, qui nous a fourni nombre d'explications [2].

Par conséquent, c'est là une lacune dangereuse et un spectacle étrange qui en rappelle un autre, celui de trois États membres de ce Conseil travaillant sur un projet de résolution d'ordre humanitaire sans consultation ou coordination avec la délégation du Gouvernement de la République arabe syrienne. Ce qui nous donne à voir, ici même, un deuxième spectacle surréaliste, tel celui décrit dans le roman « 1984 » de George Orwell, que vous connaissez certainement.

Monsieur le Président,

Une fois de plus, les représentants et les employeurs de l'organisation Front al-Nosra et des groupes terroristes affiliés se précipitent pour demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, avec l'intention de leur porter secours en leur offrant un soutien moral et politique, suite aux victoires remportées par l'Armée arabe syrienne et ses alliés dans leur lutte contre le terrorisme sévissant en Syrie, que ce terrorisme soit modéré ou génétiquement modifié en modéré.

Aussi, je voudrais assurer à ces représentants, ici présents, d'Abou Mohammad al-Joulani, le demi-frère d'Abou Bakr al-Baghdadi, chef de Daech, que leur obstination à faire commerce du sang syrien et des souffrances du peuple syrien, en réduisant ce qui se passe en Syrie à un problème strictement humanitaire, ne saurait dissuader le Gouvernement de la République arabe syrienne de remplir son devoir constitutionnel et légitime consistant à lutter contre le terrorisme et à sauver les Syriens des agissements calamiteux de ces groupes terroristes, avec l'aide de ses alliés, dans le respect du droit international et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité relatives à ce sujet, comme c'est le cas pour tout État membre et souverain de cette organisation internationale.

À ce propos, j'aimerais rapporter à ceux-là qui font commerce du sang syrien un extrait d'une lettre rédigée par les enfants de Syrie et remise, hier, à la représentante de l'UNICEF à Damas, puisqu'il semble que le Directeur régional de cette organisation, toujours présent parmi nous [par vidéoconférence ; NdT], n'en a pas entendu parler. Une lettre de protestation contre les attaques des groupes terroristes par engins explosifs et roquettes ciblant les écoles d'Alep. Je cite :

« Nous voulons nous rendre dans nos écoles sans la crainte d'une voiture piégée. Nous voulons jouer sans que les projectiles et les bombes nous surprennent. Nous voulons vivre en paix, en sécurité et dans la joie. Le sang de nos camarades tombés en martyrs n'aura pas coulé en vain. Il est le phare de la victoire proche sur les forces de la terreur et de l'obscurité ».

Voici cette lettre des enfants d'Alep à l'UNICEF. Je la confie aux bons soins de M. Cappelaere [Directeur régional basé à Amman ; NdT].

Monsieur le Président,

Les représentants du Front al-Nosra à l'intérieur et à l'extérieur du Conseil de sécurité n'entendront pas les paroles de ces enfants, comme ils n'entendront pas les récits et témoignages terrifiants de dizaines de milliers de nos concitoyens sauvés ces derniers jours par l'Armée arabe syrienne et ses alliés, sur les pratiques du Front al-Nosra et des groupes affiliés, à Alep, tout au long des quatre années passées.

Des souffrances et des tragédies épouvantables et sans fin, allant de la vente de l'aide humanitaire et du pain à des prix hors de leurs moyens, à la mobilisation armée de leurs enfants, à la mise en captivité de leurs femmes, à leur utilisation comme boucliers humains. Des histoires vraies observées par les opinions publiques du monde entier, 24h sur 24, sans aucun rapport avec les romans des « Mille et une nuits » que certains se plaisent à raconter dans les couloirs de ce Conseil.

J'en profite pour dire à ma collègue américaine que Daech, le Front al-Nosra et tous ces terroristes qui capturent les femmes, les vendent au marché des esclaves à un prix fixé par une liste établie en fonction de leur âge. Dans une telle situation, il semble que mes collègues féminines au sein de ce Conseil risquent, malheureusement, d'être vendues pour seulement 40 dollars. Une femme capturée par ceux-là est vendue 40 dollars seulement... 40 dollars !

La libération de plus de 80 000 habitants d'Alep, dont des dizaines de milliers d'enfants, n'a jamais fait partie des plans des ministères des Affaires étrangères français, américain et britannique, lesquels ont prétendu vouloir défendre ces civils.

L'invitation de leurs gouvernements à imposer des sanctions à la Russie et à la Syrie suite à la libération de nos concitoyens prouve, encore une fois, que ces civils syriens ont été utilisés par les parrains du terrorisme pour protéger les terroristes de toutes les couleurs et exercer un chantage politique sordide.

Aujourd'hui même, des dizaines de civils ayant tenté de sortir de l'est vers l'ouest d'Alep, c'est-à-dire, de fuir des régions contrôlées par les terroristes vers celles contrôlées par l'Armée syrienne, ont été abattus par des terroristes qualifiés d'opposants modérés ou génétiquement modifiés en modérés, chéris par les délégations des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la France.

Monsieur le Président,

Un éléphant est présent dans la salle et personne ne veut le voir. MM. De Mistura et O'Brien ont dit que des « groupes armés non étatiques » -ils n'ont pas prononcé le mot « terroristes » préférant parler de groupes armés non étatiques- ont empêché les civils de sortir de l'est d'Alep. Ils sont là, devant nous. Demandez-leur si j'ai mal compris.

Ils ont dit que des « groupes armés non étatiques » [2] ont empêché les civils de sortir de l'est d'Alep, ce qui signifie que ces groupes terroristes prennent les civils comme boucliers humains !

Le théâtre de l'absurde, joué aujourd'hui par certains devant ce Conseil à travers des déclarations trompeuses compatibles avec le chantage et les pratiques destructrices adoptés par leurs gouvernements, ne saurait occulter la lumière du soleil et le fait que nos concitoyens de certains quartiers est d'Alep ont repris espoir dans la vie depuis leur libération par l'Armée syrienne et ses alliés qui leur ont offert tous les moyens d'une subsistance décente en leur assurant abris, nourritures, soins médicaux, d'où un sentiment de sécurité et de stabilité après des souffrances endurées depuis plus de quatre années.

Ce théâtre de l'absurde, avec ses héros parmi les représentants du Front al-Nosra au sein de ce conseil, n'a pas réussi à défigurer la victoire militaire ayant abouti à la libération des civils d'Alep du terrorisme, tout comme il n'a pas réussi à ternir l'image du comportement humain du Gouvernement syrien et de l'aide humanitaire apportée par la Syrie à ces civils arrachés à leurs griffes, en coopération avec les alliés et les amis.

Dans ce but, le Gouvernement syrien a demandé aujourd'hui au bureau du Représentant des Nations Unies, basé à Damas, de contribuer aux efforts de secours déployés par le gouvernement syrien afin d'atténuer les souffrances de dizaines de milliers d'Alepins, en mettant à profit le contenu des entrepôts de l'ONU à Alep et toute autre assistance susceptible de répondre aux besoins essentiels des citoyens. J'ajoute que les autorités syriennes ont autorisé le Représentant de L'ONU à se rendre à Alep. Il y sera ce jeudi. Nous verrons ce que l'OCHA [Office for the Coordination of Humanitarian Affairs] pourra accomplir.

À ce sujet, je loue les efforts et les réalisations de la Russie fédérale dont le soutien ne se limite pas à aider la Syrie dans la guerre contre le terrorisme, mais s'étend de manière significative aux divers domaines du travail humanitaire et de secours avec, récemment, des instructions données par le Président Poutine aux ministères russes de la Défense et des Situations d'urgence afin de déployer des hôpitaux mobiles en Syrie et fournir des soins médicaux aux habitants d'Alep et de ses environs.

Je confirme qu'il s'agit de véritables hôpitaux de campagne, non de studios fabriquant des épopées héroïques pour les terroristes des dénommés « Casques blancs », groupe fondé par l'officier du renseignement britannique, James le Mesurier, dont le patronyme suggère une origine française, tel qu'il en est de l'identité de ceux qui ont invité à la tenue de cette séance.

Il est temps que ce théâtre de l'absurde mette fin à ces pratiques ayant mené à la propagation du danger terroriste comme jamais auparavant, et à une panique planétaire depuis qu'il s'est propagé partout dans le monde.

Les États responsables feraient mieux de réaliser qu'il ne leur sera pas possible d'utiliser le terrorisme comme outil de transformation d'Alep en une autre « Kandahar », ce qu'ils ne verront jamais, même pas dans leurs rêves ou leurs cauchemars.

Monsieur le Président,

Il est regrettable que cette légèreté politique ne se limite pas aux seuls gouvernements des pays membres de l'ONU, mais se trouve également pratiquée par les hauts fonctionnaires du Secrétariat général, lesquels ont décrit le destin des dizaines de milliers de civils, sauvés par l'Armée syrienne et ses alliés des griffes du terrorisme, de « destin inconnu et insécure », comme s'ils appelaient à donner un coup de main aux terroristes et leur envoyaient un message après l'autre : « Continuez, nous nous chargeons de vous blanchir au Conseil de sécurité ! ».

Monsieur le Président,

C'est désormais une réalité et un danger que certains ont abandonné leurs responsabilités dans la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, jusqu'à transformer ce Conseil en une tribune de chantage et de polarisation politique quant à la gestion de la guerre terroriste imposée à la Syrie, au point qu'ils ont bloqué l'inscription d'organisations terroristes sur la liste spécialement établie à cet effet ; le blocage le plus récent, comme vous le savez, étant dû au refus des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, d'inscrire ladite « Armée de Mohammad » et « Ahrar al-Cham » sur cette liste.

Un abandon des responsabilités qu'ils ont poussé jusqu'à la non application des résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2253 (2015) [censée asphyxier le terrorisme, NdT] en fermant les yeux sur les agissements des États qui soutiennent le terrorisme financièrement et médiatiquement sans aucune limite, prononcent des « fatwas » takfiristes-jihadistes-wahhabites, accordent des facilités logistiques et ouvrent leurs frontières aux armes et aux combattants terroristes étrangers.

Autant d'offres accordées par le régime des Al-Saoud, père spirituel du terrorisme international ; le régime d'Erdogan, vrai parrain de l'organisation terroriste mondiale « Frères Musulmans », lequel s'imagine toujours en Sultan de son temps ; le régime qatari des Al-Thani, financier et parrain principal du Front al-Nosra et dont le ministre des Affaires étrangères a assuré avant-hier à l'Agence Reuters que le Qatar continuerait à soutenir les terroristes en Syrie, même si la future administration américaine cessait de les soutenir.

Nous terminerons évidemment par le régime de « Hasballah XIV ». Celui qui saura qui je désigne ainsi, aura une récompense.

Monsieur le Président,

Entre dans ce contexte le rôle destructeur joué par Israël de par le soutien accordé aux organisations terroristes, particulièrement au Front al-Nosra, dans la zone de désengagement et autour de la ville de Daraa. Ici, je fais référence à l'agression israélienne d'hier, tard dans la nuit. Aggression qu'aucun des présentateurs de la situation en Syrie n'a évoquée aujourd'hui.

Une agression israélienne tard dans la nuit d'hier sur Al-Saboura, située dans la banlieue ouest de Damas, par deux missiles air-sol lancés à partir de l'espace aérien libanais. Une tentative désespérée de la part de l'entité occupante israélienne dans le but de relever le moral des organisations terroristes takfiristes, effondrées pour avoir subi de lourdes pertes dans plusieurs régions, notamment dans la région ouest de Damas.

Je renouvelle mon appel aux cœurs tendres de ce Conseil, qui s'apitoient sur les terroristes modérés ou génétiquement modifiés en modérés, pour qu'ils ramènent leurs déchets ensauvagés expédiés chez nous ces cinq dernières années, afin qu'ils en prennent soin et, s'ils le souhaitent, qu'ils leur réservent des « zones d'administration autonome » dans leurs villes, en Europe, aux États-Unis ou ailleurs.

Si vous tenez tant au Front al-Nosra, emmenez ses éléments chez vous. Donnez-leur des permis d'entrée et de séjour. Ils seront de bons terroristes dans vos pays !

Pour conclure, Monsieur le Président,

Le Gouvernement syrien demeure engagé dans sa politique reposant, à la fois, sur la priorité de la lutte contre le terrorisme étant donné qu'il est la principale menace pour la sécurité et la stabilité de différentes régions du pays, et sur la recherche d'une solution politique fondée sur le dialogue entre Syriens, sous direction syrienne, sans ingérences étrangères, sans conditions préalables.

Par conséquent, le Gouvernement syrien est toujours dans l'attente d'une invitation de l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, pour la reprise du dialogue qu'il a interrompu depuis mai 2016.

Merci, Monsieur le Président

Dr Bachar al-Jaafari

30/11/2016

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

Source : web.tv.un.org ; version originale en arabe.

<https://www.youtube.com/watch?v=65NFLRkglik>

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Notes :

[1] Alep libérée ? La « bonne nouvelle » épouvantable pour les dirigeants français [1ère partie]

<http://www.mondialisation.ca/alep-liberee-la-bonne-nouvelle-epouvantable-pour-les-dirigeants-francais/5559990>

[2] M. Rosselli, représentant de l'Uruguay, à propos des « groupes armés non étatiques » : Conseil de sécurité 7817, séance du 21 novembre 2016

http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.7817

Extrait [page 10] :

« Nous sommes pareillement horrifiés par les observations de M.O'Brien, qui nous a parlé de groupes armés non étatiques qui bombardent aveuglément et de la même manière écoles et zones résidentielles. Peut-être, durant la prochaine réunion d'informations, M.O'Brien voudra-t-il bien les appeler autrement.

Un groupe armé non étatique qui bombarde des écoles et des quartiers résidentiels n'est pas un groupe armé non étatique, mais un groupe terroriste, et c'est ainsi qu'il faut l'identifier, car la barbarie ne fait aucune distinction qui mérite le pardon. Ceux qui commettent de tels actes sont aussi des terroristes ».

La source originale de cet article est web.tv.un.org

Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](http://web.tv.un.org), web.tv.un.org, 2016

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](http://web.tv.un.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

